

PATRIOTS

FOR EUROPE FOUNDATION

**RUSSIE – UKRAINE,
UN CONFLIT EN EUROPE**

**Une étude de Roland Pietrini
pour la Fondation Patriots for Europe**

2022

Après trente-trois ans de paix fragile sur notre continent, alors que partout ailleurs les tambours de la guerre battaient leur tempo, il paraissait inconcevable qu'un conflit majeur éclate à quelques heures de nos frontières, rappelant les pires heures de notre histoire.

Alors, entre le moment où j'écris - en cette semaine décisive du tout début de ce mois de mars, où les forces russes envahissent l'Ukraine et encerclent les principales villes, que des populations, surtout des femmes et des enfants fuient vers l'ouest, et que d'autres hommes et femmes prennent les armes pour résister - et le moment où je serai lu, la situation aura évolué.

C'est donc avec beaucoup d'humilité que j'aborderais ce sujet de la déstabilisation en Europe en ayant conscience que quels que soient les États et les inconséquences des dirigeants, les peuples sont toujours victimes de la folie des hommes

Cela me fait penser à un mythe, celui d'Europe.

Cette histoire d'Europe commence par un viol et un cocufiage.

Europe, qui était la fille du roi Agénor, roi de Tyr et de Téléphasa, attira un jour l'intérêt de Zeus, chef de l'Olympe. Celui-ci se serait épris de sa beauté et de sa grâce et aurait immédiatement mis en œuvre un plan très habile.

Pour éviter de déclencher la haine de sa femme Hera particulièrement jalouse et se faire remarquer par la jeune fille, Zeus décida de se métamorphoser en un ravissant taureau blanc. Europe, dit-on, fut attirée par ses flancs charmants, le caressa avant de monter sur son dos.

Alors, Zeus enleva Europe et nagea jusqu'en Crète, où il reprit son vrai corps et visage avant de la violer, celle-ci tomba enceinte et mit au monde Minos, un petit garçon qui allait devenir roi de Crète.

L'Union européenne fait donc référence à ce mythe celui d'une ingénue et d'un mystificateur. Mais aussi celui d'une naissance, celui d'un roi dont l'origine provient d'un viol.

Ainsi l'Europe de Robert Schuman en 1950, après deux guerres mondiales et des millions de morts dont l'holocauste, est née par la souffrance et d'une idée simple qui s'imposait, la réconciliation franco-allemande et la construction en Europe d'un espace de paix et de stabilité.

Ce qu'il en est advenu est un autre problème, ce qu'il en sera n'est pas l'objet de mon propos.

Pourtant, le retour au tragique nous rattrape, les sirènes de la peur déchirent des villes d'Ukraine et les populations de l'ouest stupéfaites observent en comprenant un peu tard, que ce qui se passe là-bas pourrait éventuellement se passer ici. Nous nous retrouvons face à un conflit que certains pensaient impossible.

Mais, cette surprise stratégique n'en était pas une. Nos dirigeants avaient depuis fort longtemps les clés de la compréhension pour prévenir cette crise et quand rien n'est prévu tout est imprévu !

La psychologie de l'un des auteurs est l'un des éléments importants à intégrer.

Poutine est un tchékiste, un homme de la guerre froide, il était présent en 1989 à Dresde, lorsque la foule a donné l'assaut à l'immeuble de la Stasi, il était là et il a dégainé son makarov. Il a vu autour de lui un monde s'écrouler, il a souffert de l'humiliation de la chute de l'URSS. Il ne veut pas revivre cette même scène à la Loubianka, il veut laver l'affront. À 69 ans cet homme à un compte à régler avec ses fantômes, l'un de ces fantômes menaçants qui le hante est celui de l'occident, cause unique selon lui de toutes les humiliations subies. C'est pourquoi il ne s'arrêtera pas, il est devenu dangereux. C'est un psychorigide qui décrypte le monde tel que le KGB l'a formé. Il veut laver l'affront de la disparition de l'URSS en sublimant un projet de Russie puissance qui poserait sa botte sur ce qu'il considère comme sa zone d'influence immédiate, l'Ukraine en fait partie, jusqu'où s'arrêtera-t-il ? C'est pourquoi il aurait fallu l'arrêter avant, en évitant les provocations inutiles et en réglant le problème de la sécurité à l'est de la Pologne de cette Europe post guerre froide, ce qui ne fut jamais fait.

Dans ce scénario improbable face à cet inéluctable, l'Europe a insufflé l'idée que la guerre ne pouvait être et ne serait pas et l'idée originelle d'humanisme et de générosité a été dévoyée par la prééminence de la tolérance et du juridisme des droits de l'homme. À trop vouloir ouvrir ses bras, elle a cumulé l'immense défaut de sa qualité, sa faiblesse. À force de vouloir unifier dans une seule culture, celle millénaire de ses membres, elle a combattu ce qui faisait sa force, sa diversité.

L'Europe est désarmée, moralement, comme elle est désarmée militairement et Poutine le sait, en tout cas le pense. Cette crise qui ne fait que débiter est extrêmement grave, elle traduit le profond divorce entre deux modes de pensée, un processus de délitement des relations internationales dont il est trop tôt pour en mesurer toutes les conséquences.

Mais cette Europe amorce un sursaut, cinq jours après l'action de force de la Russie contre l'Ukraine elle découvre la nécessité de prendre en main son devenir. La peur, il est vrai, a parfois des vertus salvatrice.

Le 6 février 2022, le colonel général Ivashov Leonid Grigoruevich **avait lancé un appel au président et aux citoyens de la Fédération de Russie.**

« Aujourd'hui, l'humanité vit dans l'attente de la guerre. Et la guerre est la perte inévitable de vies, la destruction, la souffrance de grandes masses de personnes, la destruction du mode de vie habituel, la violation des systèmes vitaux des Etats et des peuples. Une grande guerre est une énorme tragédie, une crise grave. Il se trouve que la Russie s'est retrouvée au centre de cette catastrophe imminente. Et c'est peut-être la première fois dans son histoire.

Auparavant, la Russie (URSS) menait des guerres forcées et, en règle générale, lorsqu'il n'y avait pas d'autre issue, lorsque les intérêts vitaux de l'Etat et de la société étaient menacés. Et qu'est-ce qui menace l'existence de la Russie aujourd'hui, existe-t-il de telles menaces ? On peut affirmer qu'il y a bien une menace - le pays est sur le point d'achever son histoire. Tous les domaines vitaux, y compris la démographie, se dégradent régulièrement et le taux d'extinction de la population bat des records mondiaux. La dégradation est de nature systémique et dans tout système complexe, la destruction de l'un des éléments peut conduire à l'effondrement de l'ensemble du système »

Emettons une hypothèse, cette fuite en avant de la part de Poutine ne serait-elle pas la prise de conscience du danger auquel son pays serait soumis ? N'aurait-il pas pris conscience que « dans tout système complexe, la destruction de l'un des éléments peut conduire à l'effondrement de l'ensemble du système » N'a-t-il pas simplement peur ? Peur de revivre un second séisme, celui de l'effondrement de la Russie, de l'effondrement de son régime après avoir connu celui de l'URSS. Oui, Poutine se réveille la nuit hanté par les fantômes de son passé...

Lorsque l'on veut s'opposer à un adversaire, mieux vaut connaître son état d'esprit et son histoire. Mais celui-ci commet plusieurs erreurs.

- La première est celle d'avoir négligé par excès de précaution la préparation mentale de ses soldats, dont certains ignoraient la véritable destination de leur manœuvre, alors que tactiquement, l'opération était planifiée depuis au moins les dernières manœuvres Zapad de septembre 2021, ces soldats ont été lancés dans une bataille dont ils ne comprennent pas le sens.
- La seconde est de ne pas avoir défini clairement son ennemi. Est-ce l'OTAN ou les ukrainiens ? Les buts de sa guerre ne sont pas clairs, y compris pour les chefs subalternes, dont la passivité est connue avec un niveau d'initiative très faible.
- La troisième est celle d'avoir sous-estimé la capacité de résistance de la population ukrainienne et sa résilience dès les premières heures.
- La quatrième est que l'on ne gagne pas une guerre contre l'assentiment profond de son propre peuple. Car, je suis persuadé que beaucoup de Russes, dès qu'ils seront informés de la réalité de cette lutte fratricide entre slaves et contre un pays berceau de la Russie, n'approuveront pas cette guerre.
- La cinquième est que quelques jours après le début des combats, il est en train de perdre la bataille de l'opinion publique, dans le monde, en Ukraine et aussi en Russie.

Enfin, et ce sera la sixième erreur d'appréciation, il pensait que le sentiment de culpabilité de l'occident, accusé de tous les maux suffirait à fissurer l'union des pays de l'Otan, or c'est le phénomène inverse qui est train de se passer, la solidarité entre les occidentaux en raison de la peur que cette intervention génère est en train de souder les pays membres

autour de l'Alliance Atlantique et créer de l'appétence pour d'autres. Poutine est devenu involontairement le meilleur prescripteur pour une OTAN forte et une Europe solidaire.

Simultanément à cet appel du colonel général Ivashov Leonid Grigoruevich, il est intéressant de lire une interview en date du 19 février 2022 de Jack Matlock qui fut Ambassadeur des Etats-Unis en URSS de 1987 à 1991.

« On nous dit chaque jour que la guerre est peut-être imminente en Ukraine. Les troupes russes, nous dit-on, se massent aux frontières de l'Ukraine et pourraient attaquer à tout moment. On conseille aux citoyens américains de quitter l'Ukraine et on évacue les personnes non indispensables du personnel de l'ambassade américaine. Pendant ce temps, le président ukrainien conseille de ne pas céder à la panique et indique clairement qu'il ne considère pas une invasion russe comme imminente. Le président russe, Vladimir Poutine, a nié avoir l'intention d'envahir l'Ukraine. Il exige que le processus d'élargissement de l'OTAN cesse et, en particulier, que la Russie ait l'assurance que l'Ukraine et la Géorgie ne seront jamais membres. Le président Biden a refusé de donner cette assurance, mais a clairement indiqué qu'il était prêt à continuer à discuter des questions de stabilité stratégique en Europe. Entre-temps, le gouvernement ukrainien a clairement indiqué qu'il n'avait pas l'intention de mettre en œuvre l'accord conclu en 2015 pour la réunification des provinces du Donbass au sein de l'Ukraine avec un large degré d'autonomie locale – un accord garanti par la Russie, la France et l'Allemagne, que les États-Unis ont approuvé. Peut-être ai-je tort – tragiquement tort – mais je ne peux pas m'empêcher de penser que nous assistons à une comédie élaborée, grossièrement amplifiée par les principaux médias américains, pour servir un objectif de politique intérieure. Confrontée à une inflation croissante, aux ravages d'Omicron, à des reproches (pour la plupart injustes) concernant le retrait d'Afghanistan, ainsi qu'à l'incapacité d'obtenir le soutien total de son propre parti pour la législation « Build Back Better », l'administration Biden est fragilisée par des taux d'approbation en baisse, alors qu'elle se prépare pour des élections législatives cette année. Puisque des « victoires » convaincantes sur les graves problèmes intérieurs semblent de plus en plus improbables, pourquoi ne pas en fabriquer une en faisant croire qu'elle a empêché l'invasion de l'Ukraine en « tenant tête à Vladimir Poutine »

La vision de Ivashov Leonid Grigoruevich portée sur son propre peuple complète par effet miroir la vision de Jack Matlock sur le sien. En réalité les deux sont critiques envers leurs dirigeants.

Alors, les historiens, un jour, se pencheront sur les conditions qui ont amené à cette nouvelle guerre en Europe, et sur ses conséquences, une guerre qui ressemble en tout point à celles du XX^e siècle, à celles que nous voulions éviter lors de la guerre froide, dans quelques jours ou mois, il n'est pas exclu que l'on reparle de la trouée de Fulda.

On est en quelque sorte, dans les mêmes conditions de celui qui se jetant de sa fenêtre du cinquième étage, lors de sa chute et avant de s'écraser au sol, estime que tout va bien... Jusque-là tout va bien... Jusque-là tout va bien...

L'une de ces raisons est que la fin de la guerre froide en 1989 et la chute de l'URSS en 1991 n'ont pas purgé les conditions de la paix en Europe.

Le 24 octobre 2014 à Sotchi, à la XI réunion du club Valdai, Vladimir Poutine avait prononcé un discours qui avait clairement exposé sa vision du monde.

- *« La position exceptionnelle des États-Unis et la façon dont ils mènent leur leadership est vraiment une bénédiction pour nous tous, et que leur ingérence dans les événements du monde entier apporte la paix, la prospérité, le progrès, la croissance et la démocratie, et nous devrions peut-être seulement nous détendre et profiter de tout cela ? Permettez-moi de dire que ce n'est pas le cas, absolument pas le cas. Un diktat unilatéral et le fait d'imposer ses propres modèles aux autres produisent le résultat inverse. »*
- *Cette période de domination unipolaire a démontré de manière convaincante que le fait d'avoir un seul centre de pouvoir ne rend pas les processus mondiaux plus faciles à gérer. Au contraire, ce type de construction instable a montré son incapacité à lutter contre les menaces réelles telles que les conflits régionaux, le terrorisme, le trafic de drogue, le fanatisme religieux, le chauvinisme et le néo-nazisme. »*

Néo-nazisme, ce mot est prononcé pour la première fois, il a été répété à nouveau et à plusieurs reprises à propos de l'Ukraine, lorsque la sémantique rejoint la pensée profonde cela a une signification qu'il ne faut pas négliger. Cela s'adresse d'abord, à l'opinion publique russe qui reste fidèle au souvenir du combat victorieux contre les Nazis, lors de la « grande guerre patriotique », mais aussi à l'occident qui serait ainsi devenu le complice de néo-nazis en Ukraine.

« -Aujourd'hui, nous voyons déjà une forte augmentation de la probabilité de tout un ensemble de conflits violents avec la participation directe ou indirecte des plus grandes puissances mondiales. Et les facteurs de risque comprennent non seulement les conflits multinationaux traditionnels, (...) Et ce processus dangereux a été initié par les États-Unis d'Amérique quand ils se sont unilatéralement retirés du Traité sur les missiles antibalistiques (ABM) en 2002, puis se sont lancés dans la création de leur système global de défense antimissile et poursuivent aujourd'hui activement ce processus. »

Il serait vain de comparer la multitude des interventions militaires de l'Occident ces trente dernières années, elles sont très nombreuses et certaines sous couvert de l'OTAN.

Pour mémoire, depuis la chute de l'URSS, la Russie est intervenue en 1991 en Géorgie, 1992 en Ossétie du nord, en Ouzbékistan, au Tadjikistan, en 1997 et en 1999, en Tchétchénie, en 2008 en Géorgie, puis en 2009 en Ciscaucasie, en 2014 en Crimée en Ukraine, en 2015 en Syrie, depuis 2019 indirectement par milices privées en Centrafrique, au Mali ...

- « *Quelle pourrait être la base juridique, politique, et économique pour un nouvel ordre mondial qui permettrait la stabilité et la sécurité, tout en encourageant une saine concurrence, et en ne permettant pas la formation de nouveaux monopoles qui entravent le développement ? (...) Nous devons identifier clairement où se terminent les actions unilatérales et nous avons besoin de mettre en œuvre des mécanismes multilatéraux. (...) J'ajouterais que les relations internationales doivent être basées sur le droit international, qui lui-même doit reposer sur des principes moraux tels que la justice, l'égalité et la vérité. (...)*
- *Nous voulons simplement que nos propres intérêts soient pris en compte et que notre position soit respectée. (...) »*

Cette allusion au respect du droit international fait référence en partie à l'action de l'Otan (Operation Allied Force) qui fut l'opération militaire de bombardement par l'OTAN de cibles Serbes durant la guerre du Kosovo à la suite du massacre de Racak. Sans parler des conditions de déclenchement de la seconde guerre en Irak bâties sur la fabrication de fausses preuves.

- « *Aujourd'hui, nous voyons déjà une forte augmentation de la probabilité de tout un ensemble de conflits violents avec la participation directe ou indirecte des plus grandes puissances mondiales. Et les facteurs de risque comprennent non seulement les conflits multinationaux traditionnels, mais aussi l'instabilité interne dans différents États, surtout quand on parle de nations situées aux intersections des intérêts géopolitiques des grandes puissances, ou à la frontière de continents civilisationnels, culturels, historiques et économiques. »*

Ce discours, dont je ne cite que quelques phrases est cependant d'une importance capitale, il convient de les lire à l'éclairage de cette crise majeure. Il pourrait se résumer par une phrase qu'il prononce lors de sa conclusion, « *Tout en respectant les intérêts des autres, nous voulons simplement que nos propres intérêts soient pris en compte et que notre position soit respectée. »*

Le mot est prononcé, « respect » et par ce mot Poutine est, pour l'instant, en résonance avec une grande partie de son peuple.

En Occident, on ne mesure pas suffisamment l'humiliation et la frustration subies par les Russes en 1991 et les années suivantes, les Russes n'ont pas oublié les années Boris. On ne mesure pas les conséquences de la fin de non-recevoir des occidentaux lorsque les Russes tendirent la main pour faire partie de la famille européenne et coopérer avec l'OTAN lors d'exercices communs et d'interventions communes.

L'acte fondateur Otan-Russie avait été signé en 1997, ce qui a débouché sur le Conseil Otan-Russie créé en 2002. Et dans ce cadre, l'Otan et la Russie réalisaient des exercices et effectuaient des missions communes de maintien de la paix. Selon Vladimir Poutine, il aurait proposé l'idée au président Bill Clinton en 2000 lors d'une visite à Moscou, de la possibilité d'une adhésion de la Russie, celui-ci aurait répondu qu'il n'y voyait pas d'inconvénient.

En réalité, nous n'avons pas respecté notre promesse de dissoudre l'Otan après la dissolution du pacte de Varsovie. Les douze États signataires de l'Atlantique Nord sont passés à vingt-huit depuis le 16 juillet 1990 et l'accord Gorbatchev- Kohl, autorisant l'appartenance de l'Allemagne réunifiée à l'Otan. En 1999 c'est la Tchéquie, la Hongrie et la Pologne qui adhèrent, en 2004, c'est au tour de la Bulgarie, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Slovaquie, de la Roumanie et de la Slovénie, en 2009 de l'Albanie et de la Croatie et enfin en 2017, du Monténégro et 2020 de la Macédoine du Nord. Tout va se cristalliser autour de la Géorgie et de l'Ukraine.

Mais déjà, tout portait à la dégradation des relations.

Dans un discours très offensif de 2007 lors de la Conférence sur la sécurité de Munich, Poutine avait notamment accusé l'Occident de rompre ses "garanties" en élargissant l'Otan jusqu'aux portes de la Russie et déclarait : "qu'est-il advenu des assurances données par nos partenaires occidentaux après la dissolution du pacte de Varsovie ? Où sont ces déclarations aujourd'hui ? Personne ne s'en souvient", avait déclaré le chef du Kremlin.

En réalité, cela repose sur un malentendu. Le 9 février 1990, Hans Dietrich Genscher et James Baker auraient promis à Gorbatchev que l'OTAN ne s'étendrait « pas d'un pouce vers l'Est », ce qui est contesté par d'autres analystes qui relèvent que ces propos auraient été tenus à un moment où l'URSS existait encore, et qu'ils seraient donc caducs dans le contexte géopolitique de la deuxième moitié des années 1990.

En 1990, l'URSS est moribonde, et le 25 décembre à 19 h 32, le drapeau rouge est remplacé définitivement par le drapeau russe prérévolutionnaire.

Officiellement, l'URSS n'est plus. Les Etats-Unis crient victoire et l'Europe pense qu'une nouvelle ère de paix s'ouvre pour « mille ans », c'est une erreur fondamentale.

On ne peut parler de paix sans associer les vaincus qui ont eu la sagesse de se retirer sans drame. J'ai assisté en partie au retrait des troupes soviétiques en RDA et en Pologne, je peux témoigner des énormes difficultés logistiques. Ce retour au pays ne fut pas une promenade de santé, y compris pour les familles, à qui on avait promis des logements neufs, financés par l'Allemagne, qui ne furent jamais construits. En dépit du chaos ambiant, il eut lieu sans violence. On ne peut danser sur les cendres d'un monde qui s'écroule, sur les dépouilles de son adversaire terrassé, il est impossible de croire en un monde nouveau, tant que l'on n'a pas tous ensemble purgé les erreurs du passé.

Les Russes, comme d'autres dans les pays de l'est, sont passés en quelques générations d'un système totalitaire à un autre, du tsarisme au communisme, voire du nazisme à la démocratie en passant par le système socialiste soviétique. En URSS, la population après s'être courbée sous le knout des tsars a subi les goulags de Staline, on estime à 20 millions de morts le bilan du régime communiste. La police politique fait partie du système russe ; la Tcheka, le Guépéou, le NKVD, le MGB, le KGB et aujourd'hui le FSB, utilisent les mêmes méthodes.

La démocratie en Russie ne pouvait s'imposer aussi facilement et les oligarques ont remplacé les apparatchiks. Avant de dénoncer toute démocrature, il aurait été plus utile de l'aider que de la contraindre.

L'Occident commet toujours cette erreur de vouloir imposer son modèle là où ce modèle ne peut être exporté tel quel. Chaque pays a son histoire. Les Etats-Unis se sont construits sur la substitution d'un peuple par un autre en éliminant le premier peuple, celui des amérindiens. Les Espagnols ont exterminé les civilisations précolombiennes.

Certaines civilisations non-européennes s'en souviennent et n'accepteront plus et définitivement notre modèle qui n'en est plus un. Toutes les civilisations sont destinées à mourir, à l'horloge du temps il était minuit moins cinq, en quelques jours le temps s'est accéléré.

Il n'est pas concevable de comprendre un tant soit peu le présent si on n'a pas de notions sur le temps passé. Le présent y plonge ses racines comme l'arbre plonge les siennes dans le vif de la terre. L'histoire des hommes suit son cours sans jamais s'arrêter, on ne peut la découper en morceaux.

Alors, un accord bancal sera trouvé en septembre 1990 avec la Russie pour permettre aux troupes de l'Otan de stationner au-delà du "Rideau de fer". Mais cet accord ne concernait que l'Allemagne réunifiée et à l'époque, l'élargissement plus à l'Est restait de toute façon inconcevable. En réalité, l'Otan, depuis la chute de l'URSS, est passé de 16 à 30 pays en intégrant ces deux dernières décennies quasiment tous les anciens membres de l'ancien bloc soviétique.

Cet état de fait s'est cristallisé autour du problème ukrainien. En juin 2017, le parlement ukrainien a adopté une loi, en vertu de laquelle l'adhésion à l'OTAN est redevenue un objectif stratégique de la politique étrangère et de sécurité du pays et cet amendement, qui inscrit cet objectif dans la constitution ukrainienne, est entré en vigueur en 2019.

C'était pour la Russie la ligne rouge à ne pas franchir et cela a été ressenti par la Russie comme une humiliation de trop. Les ingrédients pour la dérive poutinienne étaient posés. Il restait à reconnaître la partition du Donbass et de Lougansk, après avoir dit que des troupes seraient retirées de Biélorussie, de passer à l'offensive. Ce qu'il fit.

Ainsi, même si on en peut comprendre les causes de cette crise, et elles sont multiples, rien ne saurait excuser les effets, l'invasion d'un pays par un autre qui de surcroît possède l'arme nucléaire est inexcusable. Poutine a perdu le sens de la rationalité, il est passé de l'autre côté du miroir qui retenait jusque-là les dirigeants de ce monde, y compris ces prédécesseurs soviétiques.

Ce sentiment, que les Etats-Unis et l'Occident ont trahi et humilié la Russie en imposant un nouvel ordre mondial qui bafoue le droit international, fait partie désormais

consubstantiellement de la pensée stratégique russe, elle s'est concrétisée par le concept de « guerre de nouvelle génération » du Général Gerasimov qui fait de l'Otan l'ennemi numéro un.

Quant à la doctrine en elle-même, elle consiste à intensifier l'usage du soft power en substitution ou soutien de moyens conventionnels transformés. En réalité, il n'existe aucune doctrine intégrée développée par les Russes pour mener les guerres du XXIème siècle. « À l'inverse, le Général Gerasimov insiste sur l'importance accordée aux instruments du soft power dans les conflictualités à venir et la nécessité de les déployer en substitution ou en soutien des moyens conventionnels qu'il faut transformer pour déjouer les tentatives de déstabilisation des Occidentaux. »

Cela a très bien fonctionné en Crimée car la population était majoritairement favorable à l'annexion russe, mais je constate que cela n'a pas du tout marché au Donbass et encore moins lors de cette invasion massive en Ukraine qui est en cours, et je prends un risque, celui d'être démenti à l'instant où paraîtra cet article, mais je prévois un enlisement de l'offensive russe, car l'armée russe n'est pas accueillie avec des fleurs le gouvernement ukrainien tient et ils ont sous-estimé la solidarité des pays européens.

Par ailleurs, il semble que l'armée russe utilise une tactique très proche de celles des années 70-80 qui privilégie l'emploi d'une armée de masse, un peu comme « une artillerie qui avance », mais qui se retrouve en difficulté dès qu'il s'agit de manœuvrer, notamment au plus bas échelon, c'est-à-dire en dessous du niveau bataillon. L'armée russe reste culturellement une armée soviétique avec ses qualités et ses défauts, lourde et peu réactive, taillée pour un affrontement bloc contre bloc, en appliquant des plans rigides et tributaires d'une logistique pléthorique compte tenu du volume des forces ce qui freine d'autant l'avancée dès qu'une résistance s'organise sur les arrières.

Les témoignages vidéo et photo semblent aller dans ce sens. Quant à l'évocation d'une menace nucléaire, elle signe la déstabilisation d'un Poutine qui est de moins en moins sûr de jouer les bonnes pièces. Je ne connais pas de bon joueur d'échec qui un jour n'ait pas été mis en échec avant d'être contraint d'être mat. L'une des pièces qu'il n'avait pas estimée à sa juste valeur se nomme Volodymyr Oleksandrovytch Zelensky, dont la roublardise et la solidité fait qu'il a gagné une bataille, celle de la communication. Ce petit lutin que Poutine souhaitait tourner en ridicule, tout à coup ringardise le grand maître...

Ainsi, passée la sidération des premières heures, les Ukrainiens font subir de lourdes pertes aux colonnes blindées russes qui pensaient à une ballade de santé mais qui dénote une forme d'impréparation et un certain manque de logistique.

Et l'Europe dans tout cela, et j'utilise sciemment le terme Europe en lieu et place de communauté européenne ? Cette Europe semble avoir abandonné l'esprit de Munich qui semblait être le credo d'une communauté européenne, jusque-là insouciant et frileuse.

La diplomatie ne peut et ne pourra s'employer et s'appuyer que sur une Europe puissance composée d'Etats souverains conscients de leurs responsabilités.

La France a un rôle à jouer quel que soit le président qui sera élu dans quelques semaines. Elle possède l'arme nucléaire, elle est membre permanent du conseil de sécurité. Il faudra quelle s'affirme et des efforts considérables devront être consentis pour renforcer notre armée et notre défense.

L'Allemagne est elle aussi en train de faire son « coming out politique », elle consent désormais à penser non pas seulement pour elle-même mais pour ses partenaires.

En juillet 2018, Donald Trump, avait mis l'Allemagne devant ses contradictions, en insistant sur la difficulté d'être à la fois dépendante et des forces américaines pour sa défense et de la Russie pour l'énergie. « L'Allemagne est complètement contrôlée par la Russie [...] elle est prisonnière de la Russie. [...] Elle paie des milliards de dollars à la Russie pour ses approvisionnements en énergie et nous devons payer pour la protéger contre la Russie. Comment expliquer cela? Ce n'est pas juste! », s'était emporté Donald Trump face à Angela Merkel.

Le 24 février, le général Alfons Mais Chef d'Etat-major des armes Allemandes écrit : « Vous vous réveillez le matin et vous réalisez qu'il y a la guerre en Europe. [...] Dans ma 41e année de service en temps de paix, je n'aurais pas cru devoir vivre une autre guerre, et la Heer que j'ai l'honneur de commander est plus ou moins à sec » au point que les « options politiques que nous pouvons proposer pour soutenir l'Otan sont extrêmement limitées ».

Cette invasion de l'Ukraine par la Russie, première puissance nucléaire au monde, en date du 24 février 2022, a donc eu l'effet d'un électrochoc, le chancelier Olaf Scholz trois jours plus tard annonce le 27 février une augmentation considérable des dépenses militaires allemandes. Il s'agit d'un changement de cap considérable dans un délai jamais vu qui en entrainera d'autres.

L'Europe, qui est incluse dans ce continent immense, qu'est l'Eurasie s'étend entre les deux océans, atlantique à l'ouest et pacifique à l'est, il n'est que l'extrémité ouest d'une espace méditerranéen qui a inventé la démocratie.

Car l'égalité entre les êtres humains ne va pas de soi. Deux systèmes au cours du dernier siècle le nazisme et le communisme ont installé en Europe les pires des dictatures menant à l'extermination de certains peuples.

De la démocratie, l'Europe n'avait retenu de ce terme que dêmos qui veut dire peuple mais avait oublié kratos qui est à la fois pouvoir et puissance. Il ne peut y avoir de dêmoskratos sans puissance qui garantit le libre choix au peuple à décider ce qu'il veut pour lui-même. La démocratie est fragile ; dans ce monde nouveau on compte sur les doigts d'une seule main les pays réellement démocratiques, alors il convient de prendre conscience que l'Europe doit renforcer sa défense en commençant par la défense de sa culture et de ses mœurs.

Quelle que soit la responsabilité de l'OTAN et des Etats-Unis, nous aurions pu éviter cette crise si on avait écouté Poutine alors qu'il était encore temps ! Au passage, je note que l'OTAN a joué un rôle de démobilisation de l'Europe pour sa défense, préférant confier à d'autres ce qui ne devait être confié qu'à soi.

Cette pique de rappel montre une fois de plus que la volonté de puissance des belliqueux ne se corrige qu'avec une contre puissance au moins égale. J'ose espérer qu'elle aura le mérite de contraindre nos dirigeants à penser autrement face aux nombreuses menaces qui sont devant nous. Car c'est de manière globale qu'il convient de traiter ces menaces, toutes sans exceptions.

Une Europe forte n'est voulue par personne, ni par les Etats-Unis, ni par la Chine, ni par la Russie, ni par les européens eux-mêmes, en tout cas telle quelle se présente à eux, telle qu'elle se ressent, une armées de fonctionnaires non légitimes qui décident pour les peuples avec une légitimité limitée.

Ils veulent une Europe capable de les protéger, une Europe de progrès, une Europe des nations, une Europe de la liberté et du progrès social, certainement pas une Europe faiblarde et ouverte aux quatre vents.

Ils veulent une Europe de paix capable d'affirmer leurs valeurs, leur culture et de les défendre. Ils veulent des actes et ils se sentent menacés par des idées venues d'ailleurs tel que le wokisme, la cancel culture et autres déconstructions sublimes issue de cerveaux nourris au poison de la négation des valeurs essentielles défendues par les Hommes des Lumières, dont nous sommes les héritiers.

Le poisson pourri toujours par la tête, ou plutôt (*Piscis primum a capite foetet*) : le poisson commence par puer de la tête", si nos élites qui, dans les universités se couchent devant ses préceptes n'ont pas senti l'odeur, c'est qu'ils ont le nez bouché et les neurones en goguette.

Poutine a analysé nos faiblesses et nos dérives et croit en la décadence de l'occident. Il a sous-estimé notre capacité de résilience.

C'est pourquoi il est nécessaire de ne pas ajouter nos faiblesses à d'autres faiblesse mais d'additionner nos forces. Face au défi que représente désormais la Russie en Europe qui veut régler par la force ses problèmes extérieurs à l'aune de ses problèmes internes, les harangues ne suffiront pas.

Le « devoir d'agir pour le maintien de la paix, l'unité et la force de l'Europe réaffirmé lors de la session plénière du Parlement européen qui s'est tenue du 14 au 17 février à Strasbourg » ne saurait rester l'expression d'un discours cent fois entendu et jamais traduit dans les actes.

Dès le 16 février 2022, Charles Michel déclarait « nous soutenons l'Ukraine dans la crise qu'elle traverse et sommes prêts à tous les scénarios en ce qui concerne les actions qui vont être menées par la Russie ». L'Europe se tiendrait-t-elle donc prête à agir en cas d'attaque de la Russie ? Notamment au travers de sanctions qui visent la politique énergétique ?

Le 17 décembre 2021, Vladimir Poutine avait d'une certaine manière répliqué en appelant l'OTAN à signer deux traités ; l'un stipulant que l'organisation ne s'élargisse plus avec d'autres pays notamment et surtout avec l'Ukraine et l'autre que les États-Unis ne s'engagent à ne plus déployer des bases et activités militaires en Ukraine.

Quant à Joe Biden, ce même jour, après avoir prononcé un discours annonçant des mesures économiques contre la Russie, est parti jouer au golf. Il est vrai qu'après avoir négligé l'Europe pour s'intéresser à la Chine après avoir trahit la France avec l'affaire des sous-marins australiens, les États-Unis souhaitent toujours ouvrir les portes de l'OTAN à l'Ukraine et beaucoup de pays en Europe y sont favorables, à l'exception de la France et de l'Allemagne ; semble-t-il.

Au risque d'être taxé d'anti-américanisme primaire, la politique étrangère des Etats-Unis demandent une faculté d'analyse que je ne possède probablement pas.

Puisqu'on n'a pas su prendre la voie de la raison bien avant qu'il ne soit trop tard, ni la parole, ni la diplomatie n'ayant suffi, nous sommes désormais face à un affrontement majeur. Un affrontement, à l'heure où j'écris ces lignes, qui est pour l'instant circonscrit au territoire ukrainien. L'évolution que prendra ce conflit dans les semaines qui arrivent nul ne peut le savoir.

Alors, la diplomatie n'est pas une option, elle est la solution, sans quoi la guerre risque de généraliser en Europe et la cavalerie risque, comme dans certains westerns, d'arriver trop tard.

Si aucune solution rapide n'est trouvée, la Russie, de plus en plus contrainte, risque de jouer l'option la plus radicale, l'annexion totale de l'Ukraine, menaçant ainsi directement dans un second temps la Pologne, la Moldavie et la Roumanie.

L'intérêt de l'Ukraine était celui de la neutralité, sans vocation à entrer dans l'UE et surtout dans l'OTAN, ne pas en avoir créé les conditions est une erreur.

L'Europe se réveille un peu tard, les Etats-Unis après avoir soufflé sur les braises, ils sont spécialistes, regardent la vieille Europe se débattre dans une crise inédite, dont ils sont en partie responsables.

Un dictateur nouveau, il faut oser dire le mot, est apparu en Europe, il vient de l'est, quelle que soit notre responsabilité, il convient de le combattre par la diplomatie et s'il le faut par les armes, car je crains que rien ne l'arrête.

Lorsque la peur n'est plus un frein, lorsque la confiance disparaît, alors l'impossible devient possible y compris le pire.

Roland Pietrini,
Ecrivain et rédacteur du blog Athéna Défense
Ancien observateur à la Mission militaire française de liaison près du haut commandement soviétique
en Allemagne
Ancien attaché d'ambassade en Pologne.

PATRIOTS

FOR EUROPE FOUNDATION

**Étude publiée par Patriots for Europe Foundation
25 Boulevard Romain Rolland – 75014 – Paris – France
Numéro de SIRET : 823 400 239 00021
Président de Patriots for Europe Foundation : Andràs Laszlo
Directeur : Raphaël Audouard
Publiée en 2022
contact@pfe-foundation.eu
www.pfe-foundation.eu**

La Patriots for Europe Foundation est partiellement financée par le Parlement européen et a la seule responsabilité de cette publication. Cette publication n'est pas destinée à la vente.